

Unité départementale du Finistère

Quimper, le **28 JUIN 2022**

Références : ENV-D-22.

Affaire suivie par : Frédéric RIVOALAN

Téléphone : 02.90.08.55.55

Courriel : ud29.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



EDF-CETAC (BRENNILIS)

Les Monts d'Arrée
29690 BRENNILIS

Références : ENV-D-22.0245

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/05/2022 dans l'établissement EDF-CETAC (BRENNILIS) implanté à BRENNILIS. L'inspection a été annoncée le 07/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF-CETAC (BRENNILIS)
- Les Monts d'Arrée 29690 BRENNILIS
- Code AIOT dans GUN : 0005500521
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED - MTD

Le centre d'exploitation de turbines à combustion (CETAC) de Brennilis exploité par EDF compte trois turbines à combustion fonctionnant au fioul domestique. Deux d'entre elles ont une puissance thermique nominale unitaire de 275 MW, la troisième ayant une puissance de 375 MW. Les installations sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 16 janvier 1996. Les prescriptions ont été adaptées en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 août 2020. Les turbines permettent de répondre rapidement à un appel de puissance de la part de RTE afin de soutenir le réseau électrique en période de pointe.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- surveillance en continu des rejets gazeux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 18/08/2020, article 4.1.1	/	Sans objet
Assurance qualité des AMS – QAL1	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet
Assurance qualité des AMS – QAL2	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet
Conditions de respect des valeurs limites	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 34	/	Sans objet
Rétention	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 50	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Conditions T, P, H ₂ O, o ₂	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 9	/	Sans objet
Assurance qualité des AMS – QAL3	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet
Assurance qualité des AMS – AST	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet
Mesure annuelle par un organisme agréé	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet
Soustraction de l'intervalle de confiance à 95 %	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 33	/	Sans objet
Détermination des valeurs moyennes validées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 35	/	Sans objet
Amélioration efficacité énergétique	Arrêté Préfectoral du 18/08/2020, article 2.3.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés montrent la nécessité pour l'exploitant de renforcer son appropriation des procédures d'étalonnage et de suivi des dispositifs de surveillance en continu des émissions atmosphériques de l'installation de combustion. Il lui revient notamment de s'assurer de l'aptitude des analyseurs en place au mesurage dans les incertitudes fixées suite aux évolutions de valeurs limite d'émissions intervenues depuis août 2021. En outre, les nouveaux seuils d'alerte pour le paramètre CO doivent être intégrés à la baie d'analyses.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/2020, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les concentrations en NO _x , en CO et en poussières dans les gaz résiduaire des conduits 1, 2 et 3 sont mesurées en continu. Les concentrations en SO ₂ dans les gaz résiduaire des conduits 1,2 et 3 font l'objet d'une mesure annuelle avec estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation.
Constats : Les NO _x , le CO et les poussières font l'objet d'une surveillance en continu. Le SO ₂ est également surveillé en continu. Le maintien de la surveillance en continu de ce paramètre est un choix de l'exploitant. A noter que le QAL2 ne porte pas sur ce paramètre, l'exploitant s'appuyant sur le caractère facultatif que revêt la surveillance en continu de ce paramètre. L'exploitant a indiqué que l'estimation journalière des rejets de SO ₂ basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation n'est pas encore mise en oeuvre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Conditions T, P, H₂O, O₂

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions T, P, H ₂ O, O ₂
Prescription contrôlée : Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm ³), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm ³) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux utilisés dans des installations de combustion autres que les turbines et les moteurs, et de 15 % dans le cas des turbines et des moteurs.
Constats : L'exploitant a présenté la correction apportée sur le paramètre O ₂ dans le logiciel d'acquisition WEX. La valeur de référence est de 15%. Le logiciel d'acquisition, tel qu'il est paramétré lors de l'inspection, n'intègre pas de correction en pression et température pour ce paramètre. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si la correction en pression et température de la teneur en oxygène est directement réalisée par le système automatique de mesure (AMS). Par la suite, il a apporté les précisions suivantes: " Pour la correction en température et pression des paramètres O ₂ , CO, NO et SO ₂ , l'analyseur donne des résultats en pourcentage volumique. Dans ce cas, le calcul qui permet d'avoir un résultat en mg/Nm ³ intègre déjà la température et la pression. Les blocs de calcul sont prévus dans le logiciel d'acquisition mais ne sont pas nécessaires pour ces données." Les éléments de réponse transmis sont satisfaisants.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Assurance qualité des AMS – QAL1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Assurance qualité des AMS – QAL1
Prescription contrôlée : Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.
Constats : Les appareils de mesure présents sur le site sont les suivants : Gaz: analyseur SIDOR. Poussières: Sick DHSB ou Oldham EPI 1000 Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les certificats QAL1 correspondant aux appareils présents. Par la suite, il a transmis un certificat QAL1 "générique" en date du 21 mars 2022 pour les analyseurs de gaz SIDOR. Il convient cependant de s'assurer que ce certificat correspond bien aux analyseurs de gaz présents sur le site dont l'installation date de 2011. L'inspection a examiné le document dénommé certificat QAL1 en date du 20 juin 2011 présenté par l'exploitant et correspondant uniquement à un calcul d'incertitude selon les normes 14956 et 14181 (un certificat QAL1 n'est délivré que par le TUV ou le mCerts). Ce document n'a pas été mis à jour suite à l'abaissement de la VLE pour le paramètre CO. Selon ce document, pour le paramètre CO, l'incertitude relative élargie de la mesure est de 4.19 mg/ m ³ à 85 mg/ m ³ CO, soit 4.9 %. Pour une valeur limite de 15 mg/m ³ , elle serait donc de 17%, soit supérieure à l'intervalle de confiance qui est fixé à 10%. Selon le certificat QAL1 générique émis par l'organisme Mcerts et transmis par l'exploitant: <u>Etendue de mesure certifiée</u> <u>Pour le NO:</u> 0 à 125 mg/m ³ soit < 2,5 VLE <u>Pour le CO:</u> 0 à 75 mg/m ³ soit > 2,5 VLE La norme EN 15267-3 relative à la certification des systèmes de mesurage automatisé précise que l'étendue doit être adaptée à l'application prévue de l'AMS. Pour les grandes installations de combustion la plage commence à zéro jusqu'à une valeur ne dépassant pas 2,5 fois la valeur limite d'émission journalière. Pour le paramètre CO cette condition n'est pas remplie. <u>Incertitude relative et absolue</u> <u>Pour le NO:</u> incertitude relative de 6,1% pour une VLE de 130 mg/ m ³ donc correspondant à une incertitude absolue de 7,9. Par conséquent, pour une VLE de 300 mg/m ³ , incertitude relative de 2,6% (donc inférieure à l'intervalle de confiance de 20 %). <u>Pour le CO:</u> incertitude relative de 5,2% pour une VLE de 50 mg/m ³ donc correspondant à une incertitude absolue de 2,6 mg/m ³ . Pour une VLE de 15 mg/m ³ , incertitude relative de 17% (donc supérieure à l'intervalle de confiance de 10 %). Lors des échanges post-inspection, l'exploitant a confirmé à l'inspection que les chaînes de mesures disposent de convertisseurs NO ₂ /NO. Ce sont donc bien les NOx qui sont mesurés. Chaque convertisseur fait l'objet d'un entretien annuel. Selon les données mises à disposition de l'inspection par l'exploitant, les analyseurs SIDOR ne sont plus aptes à la mesure du paramètre CO.
Observations : L'exploitant confirmera à l'inspection que le rendement des convertisseurs NO ₂ /NO est régulièrement contrôlé. Si ce n'est pas le cas, il devra l'être.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Assurance qualité des AMS – QAL2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Assurance qualité des AMS – QAL2
Prescription contrôlée : Ils (les appareils de mesure) sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a examiné les derniers QAL2 des trois turbines (BREN1, BREN2 et BREN3). L'exploitant a confirmé à l'inspection que les installations n'ont pas fait l'objet de modification depuis nécessitant le renouvellement d'un ou plusieurs QAL2.</p> <p>QAL2 Turbines 1 et 3: par Bureau Veritas en février 2021. QAL2 Turbines 2: par Bureau Veritas en octobre 2021</p> <p>Les constats génériques suivants ont été réalisés:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les QAL 2 précédents ont été réalisés en 2016, la fréquence minimale de réalisation de 5 ans est donc respectée, - les cas utilisés sont précisés, les VLE prises en compte pour définir le cas sont exactes pour BREN1 et BREN3, pour BREN 2, la valeur limite retenue pour le CO correspond à la valeur limite d'émission plus contraignantes applicable à compter d'août 2021, le QAL2 ayant pourtant été réalisé en février de la même année. Ceci est cependant sans incidence compte tenu du commentaire suivant. - comme le permet le guide d'application FD-X43-132 pour les installations de combustion fonctionnant moins de 500 heures, seulement 5 mesurages AMS/SRM ont été réalisés (cas C) - les durées de mesure sont suffisantes (1 heure pour chaque prélèvement) - les VLE ont été respectées pendant les essais, - le paramètre O₂ a également fait l'objet d'un QAL2. <p>Pour le QAL2 de la turbine BREN3, l'inspection a signalé à l'exploitant une incohérence à propos des teneurs des bouteilles étalon indiqué dans le rapport, page 32. En effet, la teneur est indiquée en ppm au lieu de l'être en mg/m³.</p> <p>Comme déjà indiqué, le paramètre SO₂ ne fait pas l'objet de la procédure QAL2, l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 août 2020 n'imposant pas la surveillance en continu de ce paramètre. L'inspection a rappelé à l'exploitant qu'alors une estimation journalière doit être établie pour ce paramètre (voir demande 2022-01).</p> <p>L'inspection a examiné par sondage les coefficients des droites d'étalonnage intégrées dans le logiciel d'acquisition WEX.</p> <p>Pour les trois turbines, les droites d'étalonnage pour le paramètre CO correspondent aux droites définies lors des QAL2.</p> <p>Pour les NO_x, les pentes correspondent aux pentes définies dans les QAL2. En revanche, les valeurs des ordonnées à l'origine ne correspondent pas aux valeurs des QAL2 (par exemple pour BREN1: 2.8458 au lieu de 1.86). L'exploitant a indiqué être obligé de procéder de la sorte (source d'erreur sinon selon lui). Il a ajouté que le problème est général pour l'ensemble des CETAC sauf pour le CETAC de Dirinon. Pour ce dernier, l'exploitant a apporté des modifications permettant d'intégrer les droites d'étalonnage avec les bonnes valeurs d'ordonnée à l'origine. Il est prévu de décliner prochainement la modification à l'ensemble des sites concernés. L'inspection note que le décalage actuel tend à majorer la valeur réelle.</p> <p>L'exploitant doit intégrer les coefficients exacts des droites d'étalonnage issues du QAL 2 dans le système d'acquisition.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les capteurs de températures et de pression ne sont pas étalonnés lors du QAL 2. Le point 5.4.3 du guide FD-X43-132 le préconise.</p>
Observations : Il appartient à l'exploitant de rectifier le rapport QAL2 pour la turbine BREN3 et de faire procéder à l'étalonnage des capteurs de pression et de température lors des prochains QAL2.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Assurance qualité des AMS – QAL3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Assurance qualité des AMS – QAL3
Prescription contrôlée : L'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter, lors de l'inspection, une procédure de mise en œuvre du QAL3 (procédure interne ou procédure de son délégataire). Par la suite, l'exploitant a transmis le manuel utilisateur de la carte EWMA établi par EDF en 2012 et un support établi par SECAUTO. Le point 7.3 de la norme NF EN 14 181 et le point 6.3 du guide FD-X43-132 prévoient la mise en œuvre d'une procédure précisant la périodicité des contrôles, les règles d'ajustage, les matériels et matériaux de référence, la manière d'effectuer une transition entre un matériau de référence et un autre. Les éléments transmis par l'exploitant ne font pas apparaître l'ensemble de ces éléments.</p> <p>L'exploitant a présenté les cartes de suivi (carte du type EWMA). Il dispose bien de cartes de contrôle au zéro et de cartes de contrôle en concentration. Les paramètres suivants sont l'objet de la procédure : CO, NOx, SO2 et O2.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il ne procède à un ajustage qu'en cas de dépassement des limites inférieures ou supérieures des cartes de contrôle. L'examen par sondage des cartes de contrôles l'a confirmé.</p> <p>Les bouteilles de gaz étalon de la turbine BREN1 ont été visualisées. Elles sont valides jusqu'en septembre 2024.</p> <p>Les concentrations pour les paramètres SO2, CO et NOx sont les suivantes:</p> <p>SO2: 42 ppm soit 79 mg/m3 (VLE: 60) CO: 68 ppm soit 78 mg/m3 (VLE: 15) NO: 220 ppm soit 295 mg/m3 (VLE: 300)</p> <p>Le guide FD-X43-132 (point 6.4) recommande de retenir des valeurs en concentration proches des valeurs limites journalières. Ce n'est pas le cas pour le paramètre CO (évolution de la VLE en août 2021).</p> <p>Observations :</p> <p>Il appartient à l'exploitant d'intégrer dans la procédure QAL3 les éléments cités au point 6.3 du guide FD-X43-132.</p> <p>S'agissant du paramètre CO, il est nécessaire de redéfinir les limites supérieure et inférieures de la carte de contrôle en concentration ainsi que d'examiner la nécessité de revoir la fréquence de recalage. En effet, la valeur limite d'émission a évolué depuis août 2021.</p> <p>Lors du prochain remplacement des bouteilles de gaz étalon utilisées lors des QAL3, l'exploitant veillera à ce que les teneurs en CO soient proches des valeurs limites d'émission.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Assurance qualité des AMS – AST

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Assurance qualité des AMS – AST
Prescription contrôlée : L'absence de dérive est contrôlée par les procédures AST
Constats : L'exploitant a précisé que le dernier AST pour la turbine 3 a été réalisé en février 2022. Il ne dispose pas encore du rapport de l'organisme de contrôle. Il a néanmoins précisé que l'organisme ne lui a pas fait part de problème particulier à l'issue de son intervention. Les AST pour les turbines 1 et 2 sont programmés en juin 2022.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Mesure annuelle par un organisme agréé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure annuelle par un organisme agréé
Prescription contrôlée : II. - L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues à la section 1 du chapitre VI du présent titre par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.
Constats : Les rapport de mesures par un organisme agréé réalisées en février 2021 pour les trois turbines ont été examinés. Ils n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Soustraction de l'intervalle de confiance à 95 %

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 33
Thème(s) : Risques chroniques, Soustraction de l'intervalle de confiance à 95 %
Prescription contrôlée : Les valeurs des intervalles de confiance à 95 % d'un seul résultat mesuré ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission : - CO : 10 % - NOX : 20 % - Poussières : 30 %
Constats : L'inspection a visualisé dans le système d'acquisition les intervalles de confiance. Ils correspondent aux valeurs prescrites par la réglementation.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Conditions de respect des valeurs limites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 34
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de respect des valeurs limites
Prescription contrôlée : Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées : <ul style="list-style-type: none">- aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre ;- aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse 110 % des valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre ;- 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre.
Constats : L'inspection a examiné les bilans mensuels d'autosurveillance sur la période d'octobre 2021 à mars 2022. Il apparaît que les valeurs seuils mensuelle, journalière et horaire retenues pour le paramètre CO sont erronées pour la turbine BREN3. Pour les turbines BREN1 et 2, seule la valeur seuil horaire est erronée pour le même paramètre (170 au lieu de 20 mg/m3). La visualisation des valeurs seuils d'alerte intégrées dans le logiciel d'acquisition a confirmé les constats réalisés sur les bilans mensuels.
Observations : Il appartient à l'exploitant doit prendre en compte et d'intégrer dans le système de surveillance des rejets en continu les valeurs prescrites pour le paramètre CO dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 août 2020 et d'en déduire les seuils d'alerte afin de respecter l'article 34 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Détermination des valeurs moyennes validées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 35
Thème(s) : Risques chroniques, Détermination des valeurs moyennes validées
Prescription contrôlée : Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu. Le nombre de jours écartés pour des raisons de ce type est inférieur à 10 par an. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet.
Constats : Les bilans mensuels établis par l'exploitant font bien apparaître le nombre de jours invalides. Un dysfonctionnement est intervenu sur la turbine 1 en novembre 2021 et a eu pour conséquence de ne pas surveiller en continu les émissions de poussières les 9, 19, 20 et 21 novembre 2021. Ce dysfonctionnement, selon l'exploitant, serait lié à l'outil de traitement des données WEX et non à l'appareil de mesure. L'exploitant a interrogé l'inspection sur la nécessité de classer ces jours en jours d'indisponibilité des baies de mesure malgré la bonne acquisition des autres mesures et des faibles concentrations habituelles des poussières. L'inspection a indiqué à l'exploitant que ces 4 jours sont bien à comptabiliser en jours d'indisponibilité.
Observations : Il appartient à l'exploitant comptabiliser en jours d'indisponibilité les 9, 19, 20 et 21 novembre 2021 et d'actualiser le bilan annuel 2021 en conséquence.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Prescription contrôlée : III. - Tout récipient susceptible de contenir des liquides dangereux ou d'entraîner une pollution du réseau d'assainissement ou du milieu naturel est associé à une capacité de rétention étanche dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des récipients associés.
Constats : Il a été constaté la présence de liquides dans certaines des rétentions du local de stockage des liquides polluants et des déchets, ces rétentions étant pourtant sous abri. Il appartient à l'exploitant de les faire pomper afin de garantir la disponibilité du volume en cas de rupture d'un récipient et de procéder à un examen visuel régulier afin d'éviter qu'une telle situation se reproduise.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Amélioration efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/2020, article 2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure efficacité énergétique
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser, avant le 17 août 2021 et par une personne compétente, un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, en se basant sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Le rapport établi à la suite de cet examen est accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner. Il est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté les conclusions de l'audit énergétique réalisé en mars 2021. Cinq actions ont été définies. 4 d'entre elles sont soldées, d'après le document. la cinquième sera soldée d'ici la fin de l'année selon l'exploitant (remplacement centrale commande).
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite